

FOURNITURE ET POSE DE DEUX ABRIS BUS

Règlement de la consultation (RC)

Date limite de remise des plis

22 / 05 / 2024 à 12 heures 00

L'acheteur pourra demander à l'attributaire de signer le marché de façon électronique. Il invite donc les opérateurs économiques à se munir d'un certificat de signature électronique.

1. OBJET ET CARACTERISTIQUES DU CONTRAT

■ Acheteur :

Flers Agglo

Adresse :

CS 149

41 rue de la Boule

61103 Flers Cedex

Téléphone : 02 33 64 66 00

Courriel : accueil@flers-agglo.fr

Site internet : www.flers-agglo.fr

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **FOURNITURE ET POSE DE DEUX ABRIS BUS**

Code CPV	Libellé CPV
44212321-5	Abris d'autobus
45213315-4	Travaux de construction d'abris bus

■ Allotissement :

La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : Exécution des prestations techniquement plus difficile.

■ Durée du contrat

Le marché prend effet à sa date de notification au titulaire. Il prend fin à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ou à la fin de la prolongation de ce délai si ce délai a été prolongé.

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.info>.

■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Formulaires DC1, DC2 et DC4
- RC
- Acte d'engagement
- CCAP
- CCTP
- Plan de situation

■ Réponse et groupement :

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142-24 du Code de la Commande Publique.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 4 Mois à compter de la date limite de réception des offres.

■ Modalités d'échanges durant la procédure

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Variantes :

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.info>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie

électronique doivent être adressés à l'adresse de l'acheteur mentionnée à l'article 1 du présent règlement de consultation.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique ou de façon manuelle suivant la demande de l'acheteur.

En cas de signature électronique, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format pdf.

■ Contenu des plis :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Attestation que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner	Possibilité d'utiliser le formulaire DC1
Chiffre d'affaires	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
Références travaux	Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précisions s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants, dûment complétés :

Document	Descriptif
Devis établi par le candidat	
Mémoire technique	Mémoire technique détaillant tous les éléments nécessaires à l'analyse des sous-critères de la valeur technique.
Planning d'exécution des prestations	Planning d'exécution des prestations

4. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Capacités juridiques, économiques et financières, techniques et professionnelles pour exécuter le marché (100 %)	Seront éliminés les candidats dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires. Conformément aux articles R2144-3, 4 et 7 du Code de la Commande Publique, l'acheteur se réserve la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après avoir procédé à l'analyse des offres. Dans ce cas, l'acheteur pourra n'analyser que la candidature des candidats à qui il est envisagé d'attribuer le marché et des candidats dont l'élimination est susceptible de modifier l'attributaire.

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Prix (60 %)	Pour le critère du prix, le soumissionnaire ayant proposé l'offre la moins disante obtiendra la note maximale et la note des autres soumissionnaires sera calculée de la façon suivante : $\text{note} = \text{note maximale} \times (\text{valeur de la meilleure offre} / \text{valeur de l'offre})$.
2. Valeur technique (40 %)	Pour le critère de la valeur technique, les notes obtenues pour chaque sous-critère sont additionnées. Le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note à l'issue de ce calcul se voit attribuer la note maximale de la valeur technique. La note des autres soumissionnaires est calculée proportionnellement par application d'une règle de trois.
- La pertinence des facilités de démontage et d'entretien de l'abri bus (20 pts)	
- La description et la forme esthétique de l'abri bus (20 pts)	

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

■ **Négociations :**

L'acheteur pourra négocier avec les candidats qui auront déposé une candidature et une offre. La négociation n'aura pas lieu avec les offres inappropriées. La négociation pourra prendre la forme de réunions sur site ou téléphoniques ou d'échanges électroniques sur la plateforme de dématérialisation. L'acheteur se réserve la possibilité de ne pas négocier et d'attribuer le marché sur la base de l'offre initiale.

■ **Discordance dans les offres**

Le prix global et forfaitaire est détaillé au moyen d'un devis qui en indique les éléments constitutifs. En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur le devis, seul le montant porté sur le devis prévaudra et fera foi. Si le soumissionnaire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier l'acte d'engagement pour le mettre en cohérence avec le devis. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le devis, elles seront corrigées pour l'analyse des offres. Toutefois, si le soumissionnaire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le devis et l'acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

■ **Attribution du marché**

Il sera demandé au soumissionnaire dont l'offre est classée en première position à l'issue de l'analyse des offres de fournir les documents suivants :

- le(s) acte(s) d'engagement, dûment signé(s) de façon électronique ou manuelle par la personne habilitée à engager la société, (le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'imposer la signature électronique)
- les certificats et attestations prévus aux articles R2143-7 à 10 du Code de la Commande Publique,
- les pouvoirs de la personne signataire de l'acte d'engagement,
- les attestations d'assurance en cours de validité.

Les diverses attestations seront mises en ligne par l'attributaire sur la plateforme de dématérialisation au moment de l'attribution et durant toute la durée d'exécution du contrat.

A défaut de remise de ces documents dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, son offre sera rejetée et la même demande sera faite au soumissionnaire classé en 2ème position. Si ce soumissionnaire ne produit pas les documents demandés, il sera fait de même jusqu'à ce qu'un soumissionnaire remplisse ces obligations.

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir une demande écrite sur le profil d'acheteur

■ **Voies et délais de recours**

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal Administratif de Caen
3 rue Arthur Leduc
BP 25086
14050 Caen Cedex 4
Téléphone : 02 31 70 72 72
Courriel : greffe.ta-caen@juradm.fr
Télécopie : 02 31 52 42 17
Site internet : caen.tribunal-administratif.fr

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur (rgpd@cdg61.fr) ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)